

Accession à la propriété et trajectoires migratoires : les conditions d'un vote à gauche en lotissement périurbain

Anne Lambert

Les propriétaires de pavillons en lotissement périurbain votent-ils nécessairement à droite ? Au-delà de l'image du conservatisme des propriétaires, l'enquête menée par Anne Lambert dans l'Est lyonnais souligne les recompositions en cours dans ces territoires et la complexité des logiques du vote.

L'accession à la propriété des classes populaires constitue un mot d'ordre politique depuis de nombreuses années. Nicolas Sarkozy en a fait un des thèmes centraux de sa campagne en 2007, en appelant de ses vœux « une France de propriétaires », comme en 2012, en proposant d'augmenter les droits à bâtir¹. Sa position repose sur un calcul électoraliste et des considérations idéologiques selon lesquelles les propriétaires votent davantage à droite que les locataires, en particulier ceux du parc HLM. Dans le prolongement des analyses marxistes, Haumont (1966) et Bourdieu (1990) avaient, en effet, souligné le conservatisme des pavillonnaires. Alors que de nombreux sondages politiques soulignent aujourd'hui les corrélations statistiques entre vote à droite et statut de propriétaire, ou encore vote FN et espaces périurbains², ces travaux n'épuisent ni le sens à donner au vote à droite, ni la diversité des orientations politiques dans ces territoires (Rivière 2008 ; Cartier *et al.* 2008). Comment, sinon, expliquer le maintien d'un vote à gauche dans certains lotissements des communes périurbaines populaires, au côté d'un fort vote à droite ?

Cette contribution, qui apporte un éclairage sur les comportements électoraux des nouveaux pavillonnaires issus de l'immigration, entend ainsi contribuer à l'analyse de la bipolarisation des votes observée en territoire périurbain. Deux évolutions sociologiques majeures semblent, en effet, particulièrement influencer sur les positionnements politiques observés à l'échelle locale (celle des communes ou des lotissements) : la hausse de la part des ménages issus de l'immigration au sein du parc pavillonnaire et les difficultés croissantes d'accès à la propriété des ménages modestes. Une partie des acquéreurs sont, en effet, par leurs socialisations primaire et résidentielle, durablement ancrés à gauche. En outre, les difficultés et les déceptions générées par les parcours d'accession, en dépit des promesses électorales, et la racialisation des rapports de voisinage observée dans les lotissements, au contact des « petits-moyens blancs » avec lesquels ils cohabitent, semblent également consolider leurs orientations politiques.

Le périurbain, un espace de promotion pour les immigrés et leurs descendants

Le vote à gauche des pavillonnaires n'est pas une nouveauté historique : les lotissements « défectueux » construits en banlieue parisienne, à Drancy, Bobigny ou encore à Noisy-le-Sec,

¹ Il s'agit d'augmenter de 30 % les droits à construire qui sont attachés à un logement (neuf ou ancien) et qui sont définis dans le Plan local d'urbanisme.

² Localisation périurbaine et propriété occupante ne se recoupent qu'imparfaitement.

faisaient partie de la ceinture rouge (Fourcaut 2000). La population ouvrière « déracinée », composée de Parisiens, de provinciaux et d'étrangers, y faisait face à des conditions de vie particulièrement difficiles (absence d'aménagement, de transport, d'hygiène, etc.) qui inquiétaient les élites politiques. Près d'un siècle plus tard, malgré les nombreuses évolutions législatives qui encadrent désormais la production des lotissements, on retrouve certains de ces traits structurants. La hausse des prix immobiliers dans les grandes agglomérations a conduit à la spécialisation des espaces périurbains lointains dans l'accueil des classes populaires³. Bien que minoritaires, les ménages issus de l'immigration semblent également y trouver une voie d'accès à la propriété : aspirant à l'amélioration de leur cadre de vie⁴, ils sont aussi moins exposés aux discriminations que dans d'autres secteurs du marché du logement, en particulier le parc social valorisé (Tissot 2006)⁵.

Pour autant, le lien de ces nouveaux propriétaires employés et ouvriers avec le vote est loin d'être mécanique. Des travaux sociologiques récents invitent en effet à se méfier d'une représentation stigmatisante du vote des classes populaires en dépit des évolutions structurelles qui traversent la société française (hausse du chômage, montée du racisme, stigmatisation des quartiers d'habitat social notamment) : c'est d'abord l'abstention qui caractérise aujourd'hui le comportement électoral des classes populaires alors que le vote FN, quoique en hausse chez les ouvriers, reste dans l'ensemble plus fréquent chez les professions libérales et les petits patrons (Collovald et Schwartz 2006).

À Virieu-Solognieu, petite commune populaire en forte croissance située à 35 kilomètres à l'est de Lyon⁶, où nous avons enquêté, Marine Le Pen obtient ainsi un score nettement plus élevé qu'en moyenne nationale (24,3 %), mais François Hollande reste en tête au premier tour des présidentielles avec 27 % des suffrages exprimés. S'il est battu au second tour par le candidat sortant, qui perd toutefois 6 points entre 2007 et 2012, le candidat du PS obtient ses meilleurs scores dans le bureau de vote de la Plaine, un secteur où ont été récemment construits plusieurs grands lotissements « bon marché ». Aux élections municipales, malgré des clivages partisans moins affirmés, la gauche l'emporte également sans interruption depuis 1983. Ces résultats invitent ainsi à nuancer les analyses faites en population générale pour les contextualiser, en fonction du type de scrutin, mais aussi en tenant compte de la diversification des trajectoires sociales et migratoires des pavillonnaires à l'échelle locale (la commune) et micro-locale (le lotissement).

Les raisons du vote à gauche d'une partie des nouveaux propriétaires

Dans l'un de ces nouveaux lotissements, l'enquête de terrain⁷ montre, en effet, qu'un tiers des ménages sont issus du parc HLM et des grandes cités d'habitat social de proche banlieue, et que près d'un ménage sur deux est composé d'au moins un conjoint immigré ou issu de l'immigration

³ Sur le rôle des recompositions industrielles dans la périurbanisation des ménages modestes, voir le travail de V. Girard (2009) sur la plaine de l'Ain. Voir également le numéro thématique de *Politix* (n° 83, 2008) consacré aux *Mondes ruraux*.

⁴ Cette aspiration apparaît, cependant, bien différente de la recherche d'« entre-soi » décrite à propos des classes moyennes supérieures (Jaillet 2004 ; Donzelot 2004 ; Maurin 2004 ; Charmes 2005).

⁵ D'après l'Enquête Logement (INSEE), en 2006, 39 % des ménages immigrés sont propriétaires de leur logement contre 59 % des ménages français de naissance, un écart qui se réduit depuis les années 1990. Ce taux varie toutefois selon les pays d'origine et le type de logement. Les immigrés d'Algérie et d'Afrique sub-saharienne restent nettement sous-représentés, avec respectivement 23 % et 10 % de ménages propriétaires. En outre, en 2006, seulement 8 % des ménages qui ont fait construire une maison sont immigrés.

⁶ Les noms de communes ont été anonymisés. Au dernier recensement de 2011, la commune comporte près de 6 000 habitants.

⁷ Les données sont tirées d'une enquête ethnographique menée entre 2008 et 2011 ; elles mobilisent les listes nominatives du recensement (pour les années 1970) et des données regroupées (après 1982), les permis de construire, ainsi que des entretiens approfondis menés auprès des nouveaux propriétaires et des élus locaux. Elles ont été complétées par des données tirées de l'Enquête nationale sur le logement (INSEE).

(seconde génération)⁸. Les origines géographiques se sont, à cet égard, diversifiées : les ménages originaires du Maghreb, d'Afrique sub-saharienne et d'Asie du Sud-Est ont fait leur apparition au côté des familles d'origine espagnole, italienne et portugaise qui étaient jusque-là surreprésentées parmi les immigrés engagés dans des parcours d'accession au cours des années 1970⁹. En outre, ces ménages ont presque tous bénéficié de dispositifs d'incitation fiscale et d'aides à l'accession à la propriété, de nature variable selon la période d'achat : déduction des intérêts d'emprunt (2007-2009), Prêt à taux zéro, Pass foncier (2007-2010), etc. Mais si ces aides leur apparaissent parfois comme l'application des promesses électorales du candidat Sarkozy, les entretiens montrent que tous, loin de là, n'ont pas voté Sarkozy en 2007. La radicalisation de son discours a sans doute contribué à les en éloigner davantage lors du dernier scrutin.

En effet, par leur parcours migratoire, leur socialisation primaire et les liens forts qu'ils gardent avec une partie de leurs parents et amis encore locataires des cités HLM, ces nouveaux propriétaires se sentent nettement plus proches de la gauche, même si ce positionnement ne se traduit pas toujours par une participation électorale régulière¹⁰. En outre, l'achat de la maison à crédit nourrit ou renforce souvent un sentiment d'iniquité : les aides versées par l'État ne compensent que partiellement la hausse des coûts de l'immobilier et l'allongement des durées d'emprunt qui en découle ; si l'effort qui reste à fournir pour acquérir ces petites maisons préfabriquées vendues sur catalogue est grand, ces mêmes acquéreurs n'hésitent pas à les qualifier de « HLM à plat » ou de « maisons en carton ». Loin de se comporter en « petit-bourgeois », ces nouveaux propriétaires n'apparaissent pas dupes.

Le cas d'Azou illustre cette déconnexion relative entre le vote et le statut résidentiel. Ayant grandi dans une cité HLM de Strasbourg, où vivent encore sa famille et celle de sa femme, algériennes, il a bénéficié, non sans peine, du Pass foncier pour faire construire sa maison, mais, comme la plupart des autres ménages algériens du lotissement, il soutient le PS depuis toujours (« J'étais même allé voir le député Philippe Meunier, j'ai dit : "Comment ça se fait ? Sarko, il dit un truc et vous ne le faites pas !" En plus, il est droite droite, lui ! »). Dans la famille Ben Saad, également en cours d'accession après un long passage par le parc HLM local, c'est la photo du jeune fils avec François Hollande, lors d'un meeting à Grenoble, qui fait la fierté de la famille. Le père, 47 ans, ouvrier, attaché à la gauche, ne peut pas voter : « De toute façon, j'ai une carte de résident. On ne vote pas, nous. C'était proposé à l'époque mais depuis, on n'en parle plus. Sarkozy, quand il était ministre de l'Intérieur, il a refusé ».

La racialisation des rapports de voisinage et ses effets sur le vote

Ces deux exemples, qui reposent sur des configurations familiales sensiblement différentes, soulignent la complexité des ressorts sociaux des choix électoraux et posent la question du rôle de l'expérience migratoire. Toutefois, si, comme le rappellent les politistes, le vote est parfois volatile ou déconnecté entre les scrutins locaux et nationaux, la catégorie « immigré » est également loin d'être homogène. Stéphanie, 30 ans, fille d'un immigré espagnol ouvrier du bâtiment, a elle-même fait l'expérience de la précarité professionnelle après avoir arrêté ses études en première année de BTS ; aujourd'hui, elle est employée dans une régie immobilière et a épousé un petit cadre en ascension sociale. Si elle a fermement soutenu le candidat Sarkozy en 2007 comme en 2012, aux élections municipales elle vote pour le maire PS, qui effectue son troisième mandat. Le fort sentiment d'injustice sociale qu'elle éprouve face à la faiblesse des aides institutionnelles reçue au

⁸ Les deux populations ne se recoupent qu'imparfaitement parce qu'une partie des acquéreurs issus de l'immigration se recrute aussi parmi les ménages « locaux ».

⁹ Ce renouvellement des zones périurbaines souligne la constance des modèles spatiaux d'intégration entre les vagues migratoires mis en avant par l'École de Chicago (Park *et al.* 1925).

¹⁰ Sans oublier qu'une minorité de ces pavillonnaires, de nationalité étrangère, sont exclus du droit de vote du fait des conditions restrictives de la législation française en matière électorale.

début de sa vie active comme dans son parcours d'accession à la propriété¹¹ rappelle le modèle de la conscience triangulaire développé par Olivier Schwartz¹² :

« À l'époque, j'étais allée les voir [la CAF] et je leur avais dit : "Quoi, il faudrait que je m'appelle Fatima, que j'aie quatre enfants et que je sois à la rue ?" Merde, nous, on bosse, on fait tout ce qu'on peut, on n'a rien. C'est vrai que ça fait râler. Le système français est comme ça. Mais c'est en train de changer et c'est bien. Sarko, tout le monde le critique, mais il a quelques bonnes idées ! »

Stéphanie apparaît ainsi représentative de cette seconde catégorie de pavillonnaires qui, nouvellement propriétaires et appartenant aux petites classes moyennes¹³, voient dans l'arrivée des ménages issus des « nouvelles » vagues d'immigration une menace pour leur statut social. Au sein du lotissement, Stéphanie est d'ailleurs particulièrement mobilisée contre les enfants de la tranche d'à-côté : « On leur a dit : retournez vite là-bas, dans votre quartier ! Ce n'est pas le même milieu. C'est vraiment... la cité profonde qui est venue s'installer là ». En retour, ces tensions, qui traduisent une racialisation des rapports sociaux dans ces territoires, contribuent à consolider la socialisation politique des pavillonnaires issus de l'immigration récente. Rita, 38 ans, vendeuse congolaise et mère de trois enfants, se sent ainsi injustement attaquée : « Tu vois, c'est des enfants noirs. Je suis sûre que nous, comme on est noirs, ils vont tous nous mettre dans un même panier ! » Logée pendant 14 ans dans une grande cité HLM de Saint-Priest, elle se sent, ici, davantage confrontée au racisme¹⁴.

Les évolutions sociologiques qui touchent une partie des espaces périurbains, notamment la progression de la part des ménages issus de l'immigration et la hausse des coûts d'accès à la propriété, ainsi que les recompositions des modes de cohabitation qu'elles impliquent invitent à repenser le lien entre statut résidentiel et vote. Elles interrogent plus largement le travail d'unification symbolique, effectué à des fins électoralistes, de la catégorie de « propriétaire », qui recouvre en réalité une diversité croissante de situations, y compris à l'échelle d'un même lotissement.

Bibliographie

- Bourdieu, P. et Saint-Martin, M. 1990. « Le sens de la propriété : la genèse sociale des systèmes de préférences », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 81, p. 52-64.
- Cartier, M., Coutant, I., Masclet, O. et Siblot, Y. 2008. *La France des « petits-moyens »*. Enquête sur la banlieue pavillonnaire, Paris : La Découverte.
- Charmes, E. 2005. *La vie périurbaine face à la menace des gated communities*, Paris : L'Harmattan.
- Collovald, A. et Schwartz, O. 2006. « Haut, bas, fragile : sociologies du populaire » (Propos recueillis par S. Grelet, F. Jobard et M. Potte-Bonneville), *Vacarme*, n° 37.
- Donzelot, J. 2004. « La ville à trois vitesses : relégation, périurbanisation, gentrification », *Esprit*, n° 303, p. 14-39.

¹¹ « On a eu le prêt à taux zéro sur 11 000 euros. C'est la seule chose à laquelle on a eu droit ».

¹² Selon Schwartz, les fractions stables des classes populaires ont le sentiment d'être moins bien traitées que les dominants, mais aussi que les familles pauvres et immigrées eu égard au système de redistribution socio-fiscal. Leur conscience sociale triangulaire trouverait un écho dans le discours politique de Nicolas Sarkozy (particulièrement en 2007) qui « cherche à faire émerger un peuple qui se définirait par opposition non pas à ce qui vient du « haut » de la hiérarchie sociale, mais d'abord et avant tout par opposition à des menaces venues de ceux qui sont plus bas, des immigrés et des nouvelles "classes dangereuses". » (Collovald et Schwartz 2006).

¹³ Elles sont caractérisées par des métiers de petit encadrement (agents de maîtrise, techniciens, cadres de promotion, etc.) et des mobilités sociales de faible ampleur.

¹⁴ La commune périurbaine comporte nettement moins de ménages immigrés que la cité d'habitat social déqualifiée dans laquelle a vécu Rita. En outre, les ménages d'Afrique sub-saharienne y sont nettement sous-représentés.

- Fourcaut, A. 2000. *La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres*, Grâne : Créaphis.
- Girard, V. 2009. *Un territoire périurbain, industriel et ouvrier. Promotions résidentielles de ménages des classes populaires et trajectoires d'élus salariés intermédiaires de l'industrie*, thèse de doctorat sous la direction d'Alban Bensa.
- Jaillet, M.-C. 2004. « L'espace périurbain : un univers pour les classes moyennes », *Esprit*, n° 303, p. 40-61.
- Magri, S. 2008. « Le pavillon stigmatisé. Grands ensembles et maisons individuelles dans la sociologie des années 1950 à 1970 », *L'Année sociologique*, vol. 58, n° 1, p. 171-202.
- Maurin, E. 2004. *Le ghetto français, enquête sur le séparatisme social*, Paris : Le Seuil.
- Park, R. E., Burgess, E. W. et McKenzie, R. D. 1925. *The City*, Chicago : University of Chicago Press.
- Rivière, J. 2008. « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, vol. 21, n° 83, p. 23-48.
- Tissot, S. 2005. « Une discrimination "informelle" ? L'usage du concept de mixité sociale dans la gestion des attributions de logements HLM », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 159, p. 55-69.

Anne Lambert, ancienne élève de l'ENS-LSH, agrégée de sciences économiques et sociales, est doctorante à l'EHESS. Ses recherches portent sur les classes moyennes pavillonnaires dans les espaces périurbains de la région lyonnaise et en grande banlieue parisienne.

Pour citer cet article :

Anne Lambert, « Accession à la propriété et trajectoires migratoires : les conditions d'un vote à gauche en lotissement périurbain », *Métropolitiques*, 16 mai 2012.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Accession-a-la-propriete-et.html>.